

Brochure n° 3121

Convention collective nationale

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS-CONSEILS HORS DOMICILE**

**(Bières, eaux minérales et de table,
boissons gazeuses ou non gazeuses,
boissons aux jus de fruits, sirops,
jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)**

■ *Journal officiel* du 4 août 2009

**Arrêté du 27 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale des distributeurs-
conseils hors domicile (n° 1536)**

NOR : *MTST0917805A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 1974 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 1^{er} décembre 2008, portant extension de la convention collective nationale
des entrepositaires-grossistes de bières, d'eaux minérales et de table, de bois-
sons gazeuses ou non gazeuses, de boissons lactées et de gaz carbonique du
15 décembre 1971, devenue convention collective nationale des distributeurs-
conseils hors domicile par l'avenant n° 01-1 du 27 mars 2001, et des textes
la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 26 mars 2008 relatif au développement du dialogue social
et de la négociation paritaire, conclu dans le cadre de la convention collec-
tive nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entrepositaires-grossistes de bières, d'eaux minérales et de table, de boissons gazeuses ou non gazeuses, de boissons lactées et de gaz carbonique du 15 décembre 1971, devenue convention collective nationale des distributeurs-conseils hors domicile par l'avenant n° 01-1 du 27 mars 2001, les dispositions de l'accord du 26 mars 2008 relatif au développement du dialogue social et de la négociation paritaire, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, à l'exclusion :

- des dispositions de l'article 9 alinéa 2 comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 2232-12 alinéa 2 du code du travail ;
- des termes « signataires » mentionnés après les termes « organisation syndicale représentative » de l'alinéa 2 de l'article 15 comme étant contraires aux dispositions des alinéas 6 et 8 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et des articles L. 2221-1 et L. 2222-5 du code du travail, telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc. 31 mai 2006, n° 04-14.060), aux termes desquelles un accord collectif ne peut être conclu ou révisé sans que l'ensemble des organisations syndicales représentatives aient été invitées à sa négociation.

Les articles 5, 6, 7 et 10, qui sont contraires aux dispositions de l'article L. 2232-12 du code du travail issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, ne sont pas étendus et sont renvoyés à la négociation.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/8, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.